Solidaires Finances Publiques 31 – Section de la Haute-Garonne

la cgt 31 – Finances Publiques – Une force à vos côtés

Sections de Haute-Garonne

FO DGFiP

Cfdt: 31 – Finances Publiques

Toulouse, le 9 juillet 2019

Des articles de presse qui « contredisent » le discours du DRFiP dans les médias ces jours-ci : la bataille affronte l'été

LA DÉPÊCHE DU MIDI
Le journal de la démocratie
MERCREDI 10 JUILLET 2019
Tél : 05 62 11 33 00 • contact@ladepeche.com • www.ladepeche.fr

CARAMAN

Mobilisés pour garder les perceptions

• page 26

CARAMAN

Fermetures de trésoreries : la mobilisation s'amplifie

Vendredi dernier, personnels, élus, syndicats étaient réunis à Caraman contre le projet des fermetures des trésoreries de Baziege et Caraman prévues au premier janvier 2020. Après une photo devant la trésorerie de Caraman, ensemble, ils ont tenu une conférence de presse en mairie contre la désertification organisée des territoires ruraux. Les conseillers départementaux des cantons de Revel, Castanet, les présidents des intercommunalités des Terres du Lauragais et du Sicoval, les maires d'Auriac-sur-Vendinelle, Beauville, Le Cabanial, Cambiac, Lanta, Prunet, Saussens, Segreville, Vallesvilles, Deyme sont venus soutenir les maires de Caraman et Baziege contre la fermeture des services publics sur leur commune.

Les élus et représentants syndicaux réunis devant la trésorerie de Caraman./ Photo DDM.

Un besoin essentiel en milieu rural

Les représentants des syndicats CGT et Solidaires des Finances Publiques ont fait un point d'étape sur le projet de la direction. Le recouvrement de l'impôt disparaîtrait au 1er janvier 2020 des trésoreries de Baziege et Caraman et en 2021 de celles de Revel et Villefranche-de-Lauragais. Les contribuables du Lauragais dépendraient de Toulouse Rangueil. La gestion des communes serait centralisée sur la trésorerie de Castanet en 2020 en lieu et place de Caraman et Baziege, puis en 2021 pour Revel et Villefranche-de-Lauragais.

L'ensemble des élus a condamné le projet. Après le grand débat, la proximité des services publics était ressortie comme un besoin essentiel en milieu rural. Les points de contact à la place des trésoreries n'ont convaincu personne. Les maires ont réaffirmé leur attachement à la gestion de leur commune par les comptables publics et les personnels. Ils ont salué leur travail et conseil au quotidien. Ils s'inquiètent de devoir dépendre demain d'une seule trésorerie située à Castanet. Ce serait un seul comptable public pour trois intercommunalités, 109 communes, 155 budgets principaux et 260 régies. Les maires ont prévu de délibérer contre ce projet lors de leurs prochains conseils municipaux et sont prêts, pour certains, à monter à Paris. Les syndicats ont appelé à faire signer massivement la pétition, à délibérer et à rejeter le plan Darmanin.

Auterive : La trésorerie risque de disparaître

La trésorerie d'Auterive ne résistera peut-être pas à la vague de fermetures que dénoncent les syndicats. Photo DDM, N. S.

Pascal Bayoni, maire de Beaumont-sur-Lèze et vice-président de la Communauté de communes du bassin auterivain au développement culturel et sportif vient de transmettre à tous les élus communautaires et à la presse locale un courrier des syndicats « Solidaires finances publiques 31 » « CGT » « FO » « CFDT ».

Il écrit que « *Contrairement à ce qui est annoncé par le gouvernement, le service public de la Direction générale des finances publiques, va bel et bien subir des coupes sombres. La trésorerie d'Auterive fait partie des seize établissements qui sont dans le collimateur et sont appelés à disparaître, cela même si en contrepartie des ouvertures de services partiels a minima sont mis en avant. Le modèle actuel de la présence postale en milieu rural est dupliqué ici et chacun peut concrètement se rendre compte de ce que devient un service dit public dans ce cas de figure. Il me semble que le prochain conseil communautaire pourrait en débattre* ».

Seize trésoreries concernées dans le département

Pour ce qui est des syndicats, ils dénoncent dans leur communiqué la fermeture probable de seize trésoreries dans le département. Elles seraient remplacées par des points de contact « d*ans lesquels aucun agent de pleine compétence n'est prévu ou possible* », indiquent-ils, précisant aussi que « *l'aide aux usagers se limitera pour l'essentiel à l'aide à la connexion sur internet et l'accompagnement à la prise de rendez-vous. Les collectivités n'auront plus en face d'elle un interlocuteur qui connaît et appréhende l'intégralité de leur situation. Les services de publicité foncière vont fusionner et que le fichier immobilier va être en partie livré aux notaires et dénoncent que le plan cadastral va être transféré à l'IGN sans autre forme de procès* ». Le projet sera bouclé par la direction régionale et le ministre en octobre. Ils prônent la cause commune : « *Tout est donc possible si ensemble nous nous mobilisons : des délibérations, des interpellations du directeur du ministre, des débats publics, des pétitions citoyennes. Cette bataille nous les appelons à la mener avec nous pour montrer aux citoyens la nécessité de pérenniser et d'améliorer un service public de pleine compétence efficace et proche de la population.* »

La colère des élus du Lauragais contre le projet de fermeture de trésoreries à Caraman et Baziège

Vendredi 5 juillet, une vingtaine d'élus du sud-est toulousain se sont réunis à Caraman pour manifester leur opposition au projet de fermeture de trésoreries dans le Lauragais

Ils sont présidents de communauté de communes, conseillers départementaux, maires, adjoints… Vendredi 5 juillet 2019, plusieurs élus du **Lauragais** se sont réunis à **Caraman** pour faire part de leur opposition au projet de réorganisation du réseau des finances publiques en Haute-Garonne.

Celui-ci prévoit la **fermeture de la majorité des trésoreries du Lauragais à l'horizon 2022** et le déploiement en parallèle d'un **réseau de points d'accueil de proximité** qui assurerait une présence des services des finances publiques dans un plus grand nombre de communes.

Objectif annoncé par la **Direction générale des finances publiques (DGFIP) :** permettre à chaque usager de disposer d'un lieu de contact à moins de 30 minutes de chez lui. Syndicats et élus dénoncent au contraire le démantèlement de ce service public dans les territoires ruraux.

Manifestation devant la trésorerie de Caraman

Aux côtés de Boris Beaudoin et Christophe Detée, respectivement membres des syndicats CGT et Solidaires, mais aussi de plusieurs agents ou retraités des trésoreries du Lauragais, ces élus étaient venus de tout le sud-est toulousain pour marquer leur union face au projet de la DGFiP.

Souvent vêtus de leur écharpe tricolore et brandissant une pancarte sur laquelle on pouvait lire « *Géographie revisitée, service public liquidé* », ils ont manifesté devant la trésorerie de Caraman sur la façade de laquelle avait été déployée une banderole « *Pour le renforcement des services publics, l'emploi et le développement des territoires* ».

Une action symbolique devant un établissement qui selon les premières hypothèses de travail de la DGFiP serait menacé de fermeture dès le 1er janvier 2020 tout comme le serait également celle de Baziège.

Le maire de Baziège irrité par les « mensonges » du ministre

Lors du point presse qui suivait cette action, les différents élus présents ont eu l'occasion de livrer leurs inquiétudes et souvent aussi leur colère. À commencer par le maire de Caraman, **Jean-Clément Cassan** :

« Aujourd'hui, il y a un lieu qui existe et qui est bien identifié par les administrés. On souhaite qu'il continue à exister, que les agents continuent à y exercer leurs missions auprès des administrés et pourquoi pas que ce conseil puisse être étoffé notamment à l'attention des professionnels. Aujourd'hui, quand on discute avec le Directeur des finances publiques, Monsieur Perrin, on a des promesses mais très peu de réponses aux questions concrètes que nous posons. Nous ne sommes pas contre les réformes mais tant que nous n'aurons pas de certitudes sur le fait que le service apporté sera au minimum similaire et même amélioré, nous nous opposerons à la fermeture de la trésorerie. »

Un sentiment partagé par le maire de Baziège, **Jean-François Roussel**, prêt lui aussi à repartir au combat, huit mois seulement après avoir obtenu des garanties quant à la non-fermeture de la trésorerie implantée dans sa commune : « *Il y a huit mois, j'ai reçu une lettre signée de la part du ministre Darmanin qui m'assurait que la trésorerie de Baziège resterait ouverte. Aujourd'hui, elle est à nouveau menacée de fermeture… Il y a des mensonges qui ont été formulés par écrit et cela, ça me gêne énormément ! Je vais recevoir le DRFiP la semaine prochaine et je peux vous assurer que l'on va se parler des carottes et des frites car je suis très déçu par certaines approches de ce dossier. Cela fait des mois que l'on nous parle de renforcer la proximité et là on nous en enlève en nous expliquant qu'on va nous donner un ordi qui permettra de régler tous les problèmes. Mais comment apprécie-t-on aujourd'hui nos anciens qui n'ont souvent pas internet ? Il faut s'unir et s'il faut monter, on montera… Car nous avons besoin de cette proximité.* »

Bernard Bagnéris appelle à une « révolte collective » des élus

Gilbert Hébrard, conseiller départemental du canton de **Revel**, évoquait quant à lui son inquiétude à plus grande échelle quant aux conséquences de ce projet :

« Nous allons nous faire le relais de cette mobilisation au niveau du Département, car il n'y a de combats perdus que ceux que l'on ne mène pas. Il nous faut faire bloc contre ce projet car on est dans le flou le plus total et qu'on a cette impression que notre territoire sert un peu de laboratoire aujourd'hui. La DGFiP est en train de lancer le bouchon pour regarder ce que cela donne. Et le risque c'est que l'ensemble du département soit concerné ensuite… »

Bernard Bagnéris, son homologue du canton de **Castanet-Tolosan**, tirait quant à lui à boulets rouges sur la politique du gouvernement en matière de services publics :
« Sous couvert de modernité et sans prendre en compte le fait que près de 25% de notre population est dans une situation d'illettrisme face aux nouvelles technologies, le seul objectif qui est poursuivi par ce Gouvernement, c'est de réduire le volant salarial de ses ministères en n'ayant plus la moindre ambition pour ses services publics. Il laisse le soin aux collectivités locales de faire à leur place tout en leur retirant des dotations… Je crois que les élus que nous sommes, devons nous révolter plus collectivement sur ces problématiques. Je veux dire aussi à quel point les fonctionnaires sont une richesse pour nos territoires. Ils y vivent et les font vivre. »

Jacques Oberti dénonce le « double langage du Gouvernement »

Jacques Oberti, le président du **Sicoval**, participait lui aussi à cette manifestation en tant que secrétaire de l'Association des maires de Haute-Garonne. Il regrettait l'éloignement existant entre ce projet et les conclusions du dernier Grand débat national :
« C'est le genre de projet qui suscite une profonde incompréhension et l'on sait que plus on éloigne les services publics de l'usager dans un territoire, plus on observe une montée des extrêmes. Il y a eu un grand débat au cours duquel, on a fait passer de nombreux messages en expliquant qu'en faisant partir les services publics du rural, on y renforçait le sentiment d'abandon. En réponse, on a un double langage du Gouvernement qui nous explique avoir entendu les maires et ce besoin de proximité mais qui dans le même temps ferme les services publics. »
Un constat dont **Christian Portet**, maire de **Calmont** et président de la communauté de communes **Terres du lauragais**, se faisait également l'écho à travers un exemple concret :
Il faut lutter pour que ces services publics restent sur notre territoire dans leur forme actuelle. Quand la trésorerie de Nailloux a fermé en début d'année, le DRFiP nous avait expliqué que la Maison des services au public était le lieu idéal pour accueillir des permanences, que l'on pourrait mettre en place des visio-entretiens… Au final, on a un agent qui vient un jour de temps en temps. Il est compétent mais c'est la hauteur du service qui n'est pas au rendez-vous. Et c'est moi qui fait désormais le facteur entre ma commune de Calmont et la trésorerie de Villefranche-de-Lauragais dont nous dépendons aujourd'hui. La proximité à la Darmanin et à la Perrin , je la pratique depuis plusieurs mois et on ne peut pas dire qu'elle est concluante !

Le député Sébastien Nadot au soutien

Au lendemain de cette conférence de presse, samedi 6 juillet, les militants de la CGT finances publiques se sont cette fois rendus sur le marché de Baziège où ils étaient accompagnés de Jean-François Roussel mais aussi du député de la dixième circonscription de Haute-Garonne, **Sébastien Nadot**.
Comme ils l'avaient fait dix jours plus tôt à Caraman, ils ont fait signer aux habitants la pétition contre les trésoreries de Caraman et Baziège, recueillant 224 signatures en l'espace de deux heures.
Le député Sébastien Nadot est venu apporter son soutien aux militants de la CGT et au maire de Baziège.

Il appartient à chaque agent de la DRFiP 31 de relayer auprès des élu-es de son territoire le sens réel de la contre-réforme de la DGFiP.
Ensemble, nous pouvons porter un vrai projet d'avenir pour la DGFiP : Un service public plus proche et réellement au service des citoyen-nes